OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES

OLUCOME

OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENTS

INTEGRITE EQUITE TRANSPARENCE

COMMUNIQUE DE PRESSE N°.005./OLUCOME/06/2016 : « APRES 54 ANS D'INDEPENDANCE, LE BURUNDI EST CLASSE LE 1er PAYS LE PLUS PAUVRE DU MONDE ET LE SIXIEME PAYS LE PLUS CORROMPU DE LA PLANETE, A QUI LA RESPONSABILITE ?».

« La classe politique burundaise devrait se remettre en cause et abandonner la politique du ventre au détriment du peuple burundais pour sauvegarder effectivement l'indépendance».

1. A la veille de la célébration de la 54ième année d'indépendance du Burundi ce 1er juillet 2016, l'Observatoire de Lutte contre la corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) déplore énormément le niveau du sous développement actuel dû essentiellement au déficit du leadership des autorités burundaises qui ont dirigé le pays.
2. Selon plusieurs spécialistes dans différents domaines, un vrai leader ou visionnaire doit construire un système qui prône la séparation et l'indépendance des trois pouvoirs reconnus à savoir : le législatif, le judiciaire et l'exécutif mais aussi la promotion de la liberté de la presse, de la Société civile et l'opposition politique responsable. Devant un intérêt personnel et un intérêt général, il sacrifie l'intérêt individuel et privilégie l'émergence d'autres potentiels leaders qui pourront éventuellement le remplacer. Il est aussi sensible à toute chose qui peut annihiler le développement et la sécurité de son pays pour ne citer que ceux-là. De notre temps, tout pays est géré et dirigé par une classe politique mais le degré de satisfaction de sa stabilité sécuritaire, politique, économique, social, environnemental,... dépend de la qualité de la classe politique qui gouverne. Dans le même ordre d'idées, la qualité de la classe politique est déterminée par celle des services offerts aux citoyens.
3. Or, depuis l'indépendance du Burundi, celui-ci n'a jamais connu des leaders politiques qui accomplissent réellement leurs visions, à ce titre, même les héros nationaux Prince Louis Rwagasore et le Président Melchior Ndadaye qui ont remporté la victoire sur des grands chantiers notamment la lutte pour l'indépendance et la démocratie au Burundi. Ces derniers n'ont pas eu le temps de mettre en application leurs visions car ils ont été assassinés par certains politiciens qui n'avaient pas de vision. Justement, suite à ce déficit de leadership, les autorités burundaises n'ont pas développé le pays comme il faut à tel enseigne que l'Observatoire se demande si le Burundi est réellement indépendant ?

4. Voici quelques illustrations : Avec les 54 ans d'indépendance, le Budget Général de l'Etat exercice 2016 (de plus de mille deux cent milliards de Francs burundais) est financé à plus de 50% de l'extérieur. Ce qui signifie que les projets de développement ne peuvent pas être réalisés sans l'appui financier de la communauté internationale qui les financent à plus de 90 %.
   De plus, le Gouvernement burundais est jusqu'aujourd'hui dans l'incapacité de permettre à ses citoyens de satisfaire ses besoins fondamentaux notamment se nourrir, se faire soigner, se loger et se vêtir.

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1er étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)
Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

Ce qui est encore malheureux avec cette maturité de 54 ans d'indépendance, le Burundi est le 1er pays le plus pauvre du monde avec un PIB de 315.2 dollars américains par habitant selon le classement du Fonds Monétaire International (FMI) de 2015.

La corruption et l'impunité sont généralisées dans tout le pays alors que les discours des autorités de depuis l'indépendance pour résoudre ces deux défis diffèrent des pratiques sur terrain. Ce qui fait que le Burundi occupe la sixième place parmi les pays les plus corrompus du monde.

Ce qui est grave aussi, après 54 ans d'indépendance, il n'existe au Burundi aucune juridiction compétente pour juger les plus hautes autorités du pays (les Présidents de la République, de l'Assemblée Nationale, du Sénat et leurs vices cf. les articles 233 et 234 de la Constitution du Burundi), l'Observatoire s'interroge vraiment sur la nature de l'indépendance acquise par notre pays. D'autres faits marquant est de voir que le Burundi qui célèbre ses 54 ans d'indépendance ne dispose pas même les moindres symboles de souveraineté notamment l'avion présidentiel, le palais présidentiel et l'avion de ligne. Ce qui est encore plus grave est que le bâtiment qui sert de palais présidentiel appartient à l'ancien chef de l'Etat Michel Micombero qui a construit ce palais avec l'argent de l'Etat. Depuis 1979, ce palais est loué par l'Etat, le seul avion présidentiel que le Burundi disposait a été volé en 2006, nous rappelons ici qu'en 2014 plus de 14 milliards de Fbu ont été volés pour l'achat supposé d'un nouvel jet présidentiel. A cette époque, le porte parole du Gouvernement et l'ex porte parole du président Monsieur Hatungimana Léonidas essayaient de tranquilliser la population en nous disant que l'avion allait atterrir sur le sol burundais mais en vain.

5. La crise du leadership au Burundi qui est matérialisée par l'amour exagéré du pouvoir et de l'argent a comme conséquences : l'instabilité politique, sécuritaire, économique et sociale, la corruption est devenue un mode de gouvernement, l'émergence des individus peu intègres et honnêtes, l'enrichissement illicite d'une poignée de gens au détriment de la population qui croupit dans une misère sans nom, ..

   Avec cette maturité d'indépendance, les citoyens burundais ne s'expriment pas librement de peur qu'ils ne soient pas assassinés, enlevés ou emprisonnés. Nous citerons notamment les cas de plus de 10 organisations de la société civile qui ont été suspendues et de 5 stations de radios et 2 télévisions privées qui ont été brulées, plus de 6000 manifestants qui croupissent en prison, plus de 1000 personnes qui seraient assassinées, plus de 260 milles refugiés qui ont fui le pays dans moins d'une année.

   L'OLUCOME trouve également qu'il est incompréhensible d'attester que les burundais ont acquis tous les atouts de l'indépendance au cas où ils leur actuellement impossible de résoudre à eux seuls les problèmes qui les concernent sans l'intervention constante des pays étrangers.

6. D'après le spécialiste Marie Andersen qui a défini les 10 facettes de manipulation empruntées par des politiciens qui n'ont pas de visions, ceux-ci lorsqu'ils n'ont pas des solutions aux vrais problèmes, créent des problèmes superficiels pour gagner la confiance

de la majorité de leurs partisans. Ce qui se pratique chez les politiciens burundais, au lieu de trouver les solutions aux vrais problèmes notamment l'instabilité politique, la violation fragrante des lois de la République, la pauvreté, le sous développement, le taux élevé de chômage, la corruption généralisée, l'impunité, ..., ils créent d'autres problèmes liés aux ethnies, au génocide, au coup d'Etat, à la création des mouvements rebelles , au pays qui veut attaquer le Burundi,...en vue de cacher leur incapacité de résoudre les problèmes majeurs qui guettent les citoyens. Cela se trouve dans presque toute la classe politique burundaise jusqu'à même à attaquer verbalement de façon constante un pays comme la Belgique qui finance les projets sociaux en 2016 à hauteur de plus de 54 milliards de fbu au moment où plusieurs financements extérieurs sont gelés.

7. Pour célébrer dignement la 54ième année de l'indépendance du Burundi et dans l'intérêt supérieur de la Nation, l'OLUCOME recommande ce qui suit :

Au Gouvernement d'aujourd'hui ou de demain :

- De se remettre en cause et demander sincèrement pardon au peuple burundais sur toutes les fautes commises par les politiciens burundais depuis l'indépendance en s'appuyant sur le principe de la continuité de l'Etat ;
- De garantir la séparation et l'indépendance des trois pouvoirs reconnus mais aussi la promotion de la liberté de la presse, de la Société civile et l'opposition politique responsable ;
- De se faire humble pour accepter de dialoguer avec tous ses opposants politiques en vue de trouver des remèdes durables à la crise éco-politico-sécuritaire actuelle.

Aux politiciens en général :

- De se remettre en cause durant cette période de la célébration de la fête de l'indépendance du Burundi en s'évaluant et prenant conscience de l'état actuel de la politique, de l'économie, de la sécurité, des droits de l'homme, de la gouvernance ... afin d'affronter de face les vrais problèmes du pays au lieu de les fuir par l'usage des manipulations à cause de leur incapacité à leur trouver des solutions.

A la population :

- De rester convaincu que le Burundi leur appartient et de continuer à réclamer leurs droits sans violence et dans le strict respect de la loi.

Vive le Burundi, vive l'indépendance, vive les leaders visionnaires

Fait à Bujumbura, le 30/06/2016

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1er étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)
Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI